

Try Black Horse ALE 100 Years of Brewing experience behind it

The Labor World



Le Monde Ouvrier

Drink DOW'S ALE Standard of Strength and Quality

Rédaction et administration: 9 et 11 rue Saint-Paul Ouest.

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Téléphone: Main 1698 — Le numéro: CINQ SOUS PARTOUT

La Grève en Angleterre

Pourquoi elle reçoit l'appui unanime des ouvriers organisés du monde entier — Les salaires payés aux mineurs et leurs conditions de travail sont bien au-dessous de la moyenne du standard de vie de l'ouvrier canadien.

Une grève économique sans précédent dans l'histoire du monde vient d'être déclenchée en Angleterre; nous ne sommes pas en possession de nouvelles assez certaines pour pouvoir donner le chiffre exact des ouvriers qui ont abandonné le travail, mais il doit être énorme; si les journaux capitalistes l'évaluent de quatre à cinq millions, il n'y a aucun doute qu'il est de beaucoup supérieur, car, en lisant entre les lignes, on constate que la désorganisation est générale en Angleterre; que tous les services sont arrêtés, qu'il n'y a plus de systèmes de transport en opération et que bientôt il ne sera plus question ni d'importations, ni d'exportations, ce serait la famine à brève échéance.

Le prolétariat d'Angleterre est assuré de l'appui de la classe ouvrière des autres pays d'Europe qui verra à ce qu'aucune exportation de charbon ne soit faite à destination des Iles Britanniques. C'est le signe manifeste que les mineurs ont raison de refuser d'accepter la vie de misère et de privations que veulent leur imposer les propriétaires de mines, puissamment aidés par le gouvernement anglais qui, comme on devait s'y attendre, prend la part du gros contre le petit.

Cet appui unanime que les mineurs reçoivent de la masse des travailleurs du monde doit donner à réfléchir à ceux qui contrôlent la finance et l'industrie, et leur faire réaliser que malgré la toute-puissance dont ils se croient investis, le temps est fini où la classe ouvrière était inoffensive de sa force et permettait à quelques-uns de dominer la masse. Tant que le Capital n'a à lutter que contre une partie, une section, une industrie particulière, il peut espérer la vaincre et imposer ses volontés, mais s'il faut que, lorsqu'une situation intolérable se présente — comme celle des mineurs actuellement — toute la classe ouvrière s'unisse pour revendiquer le droit de vivre de ce groupe, des ouvriers de l'industrie en difficulté, les rôles seront changés et l'on peut affirmer que la situation économique de ceux qui peinent et qui luttent s'améliorera considérablement, la partie devenant plus égale.

On peut se rendre compte du véritable esprit de la lutte actuelle par la déclaration suivante de M. F. E. Powell, le président de la Chambre de Commerce américaine de Londres. — que les journaux de cette ville publiaient ces jours derniers. Voici ce qu'il disait: "Ceci n'est pas une grève ordinaire mais une cessation générale de travail d'ouvriers, qui n'ont aucun grief personnel mais qui veulent démontrer leur décision de soutenir les mineurs dans leur lutte contre une réduction de salaires et une augmentation d'heures de travail."

Ce même esprit se manifeste à travers le monde entier; partout la classe ouvrière est prête à supporter moralement et financièrement, si cela devient nécessaire, ses camarades-mineurs de la Grande-Bretagne. Serait-ce le commencement de la réalisation de la société future qui aura pour base la solidarité du prolétariat mondial avec laquelle sonnera le glas des luttes fratricides de jadis et mettra l'impossibilité de guerres à l'avenir? Si c'est cela que cette grève des mineurs aura contribué à réaliser, elle est la bienvenue, malgré toutes les souffrances, les privations et les malheurs qu'elle occasionnera.

Le Congrès des Métiers et du Travail du Canada n'entend pas rester en arrière dans cette expression de sentiments de solidarité, il vient de publier l'appel suivant qui démontre bien les liens d'amitié et de confraternité qui unissent les travailleurs canadiens et leurs camarades anglais. Voici ce document:

"Contrairement à un rapport publié sans autorisation, dans les journaux, le Congrès des Métiers et du Travail du Canada s'intéresse vivement et suit avec sympathie les développements sérieux et regrettables qui se produisent dans les milieux industriels anglais. Dès que la nouvelle de cette lutte fut arrivée au Canada, le président Tom Moore se mit immédiatement en communication avec les autres membres du conseil exécutif pour aviser de l'attitude à prendre et pour assurer les travailleurs anglais de la sympathie des ouvriers canadiens. A la suite de ces démarches, la dépêche suivante a été expédiée au Congrès Britannique des Métiers et du Travail:

"Le Congrès des Métiers et du Travail du Canada vous envoie l'ardent appui moral des ouvriers canadiens, dans la lutte présente livrée pour maintenir les conditions de vie déjà trop pauvres des ouvriers anglais. (Signé) TOM MOORE, président. P. M. DRAPER, secrétaire."

Agissant de concert avec la Fédération Internationale des Unions Ouvrières, à laquelle sont affiliés le Congrès des Métiers et du Travail du Canada et le Congrès des Métiers et du Travail d'Angleterre, des mesures seront prises pour que les membres du Congrès canadien répondent immédiatement à l'appel, si la grève dure quelque temps et nécessite l'intervention financière de notre population ouvrière.

Les liens solides qui existent déjà entre tant de membres des unions ouvrières canadiennes et les travailleurs anglais sont une assurance que si cet appel se fait entendre, il rencontrera un bienveillant accueil. Tout le monde reconnaît que le geste fait par les unions anglaises est noble et digne. D'autre part, les conditions faites aux ouvriers anglais étaient déjà si peu désirables avant la réduction de salaires qu'on cherche à leur imposer qu'ils n'avaient pas d'autre alternative que celle de s'y opposer et de combattre. La lutte des ouvriers anglais est une bataille défensive et tous ceux qui les connaissent savent qu'ils auraient suivi une autre ligne de conduite s'ils en avaient été capables, pour conserver l'harmonie nationale et maintenir les moyens de vivre décentement et honorablement."

Si, dans les milieux ouvriers, on est sympathique aux mineurs anglais, il semble exister un sentiment de réprobation — causé par la crainte de devoir payer le charbon plus cher l'hiver prochain — dans les autres classes de la société. Ainsi l'on entend les petits boutiquiers, l'épiciers du coin, les hommes de profession, marchands et manufacturiers — gros et petits — condamner avec un accord touchant la conduite des mineurs, sans rien connaître évidemment de la situation de ceux-ci ni quelles étaient les conditions atroces de travail et de vie dans lesquelles ils se débattaient. Voici ce que le Star de cette ville publiait à ce sujet:

"Jusqu'ici il a été très difficile d'obtenir les chiffres précis concernant les salaires dans les mines, parce que les livres des compagnies étaient inaccessibles et que les réductions proposées — qui ont été la cause de la grève — n'ont jamais été examinées en détail durant les négociations.

Cependant, les statistiques élaborées de l'offre des propriétaires de mines démontrent que le pouvoir d'achat du salaire des mineurs est des deux-tiers de ceux des mineurs américains.

A venir au 1er mai, les salaires payés aux mineurs compétents et bien constitués ont varié de \$17 à \$8 par semaine, suivant le district. Au dernier moment, l'offre des propriétaires de mines était de \$13 au maximum, et de \$5 environ au minimum.

Il faut se rappeler que la majorité de ces ouvriers ont des familles et que le coût de la vie est de 70 pour cent plus élevé qu'avant la guerre.

Le tableau suivant donne les salaires journaliers payés dans les différents districts avant la grève et le salaire offert pour les diverses classes de travail:

Table with columns: Classification, Salaire actuel, Offre des patrons. Rows include GALLIES DU SUD, ECOSSE, YORKSHIRE, DISTRICT DE DURHAM, NORTHUMBERLAND.

Ces salaires sont payés à des ouvriers qui ne travaillent parfois que la moitié de l'année. Ces mineurs travaillent sept heures par jour, ou six heures de travail effectif au charbon. Aux Etats-Unis, les mineurs unionistes travaillent huit heures par jour, soit sept heures de travail effectif au charbon. Les mineurs d'anthracite, aux Etats-Unis, jouissent de meilleures conditions minimum de \$7.50 par jour et dans les districts où les mineurs ne sont pas unionisés, les plus bas salaires sont de \$3.00 par jour. Aux Etats-Unis aussi bien qu'en Angleterre, les mineurs ne travaillent que la moitié de l'année. Les mineurs d'anthracite, aux Etats-Unis, jouissent de meilleures conditions que ceux du charbon mou, et ils reçoivent un salaire hebdomadaire d'environ \$40 tout en ayant un emploi permanent. Le résultat de cette différence est que le mineur américain peut vivre dans une maison quelque peu habitable et faire trois bons repas par jour, tandis que le mineur anglais doit loger sa famille dans des huttes et souvent il n'a que du thé, du pain et du beurre pour ses repas. Ce sont les conditions qui existaient avant la déclaration de la grève. Par conséquent, quand les réductions furent ordonnées, les ouvriers ont refusé de les discuter, en demandant que les avis de réductions soient retirés avant d'entreprendre les négociations.

Voilà la situation telle que donnée par un journal qui est loin d'être sympathique au Travail Organisé; qu'en pensez-vous? Les mineurs ont-ils raison ou non de refuser cette réduction de salaires? Si vous étiez à leur place, auriez-vous courbé la tête? Demandez donc cela aux petits bourgeois et boutiquiers qui maudissent les unions ouvrières et l'oeuvre humanitaire qu'elles accomplissent ici tout comme en Angleterre.

SOCIUS.

AU CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL

Si quelqu'un avait entrepris des doutes sur l'état d'esprit du Travail Organisé de Montréal à l'égard des grévistes anglais, il aurait été bien renseigné en assistant à l'Assemblée du Conseil des Métiers et du Travail tenue jeudi soir, au No 417, rue Ontario. Il y eut unanimité d'opinions qu'il fallait appuyer les grévistes, la seule différence notable fut dans la forme de cette assistance. Comme toujours, les radicaux étaient en faveur de l'appui financier immédiat pour la seule raison probable que la motion présentée ne demandait que la support moral; si c'eût été le contraire, ils auraient préférait autre chose. Plusieurs en profitèrent pour souligner la venue d'une révolution qui balayerait tout. Heureusement que toutes ces utopies tombent à froid sur les délégués qui se contentent de les écouter d'habitude patiemment par toujours le même petit groupe dans un s'est vanté d'être venu expressément pour discuter cette question.

La résolution traitant de la grève d'Angleterre fut présentée par les délégués J. T. Foster et G. R. Brunet, et se lisait comme suit: "Que ce Conseil des Métiers et du Travail de Montréal approuve l'attitude prise par le Comité Exécutif du Congrès des Métiers et du Travail du Canada accordant l'appui moral des travailleurs de ce pays à leurs camarades-ouvriers d'Angleterre dans leur lutte pour maintenir leurs conditions de travail et s'engageant à coopérer de toutes leurs forces dans les mesures qui pourraient être prises par l'Exécutif du Congrès des Métiers et du Travail du Canada pour leur venir en aide afin qu'ils réussissent dans la lutte actuelle."

M. Foster, à l'appui de sa motion, déclare que ceux qui sont dans le mouvement ouvrier ici savent bien que ceux qui sont à la tête du mouvement ouvrier en Angleterre n'auraient jamais autorisé une grève générale s'il y avait eu le moindre moyen d'arriver à obtenir justice par d'autres moyens; ce n'est pas un mouvement révolutionnaire qui existe en Angleterre actuellement mais un mouvement défensif qui cherche à garantir aux mineurs les moyens de vivre non pas dans l'aisance mais bien humblement. "Il y a toujours eu des difficultés dans les charbonnages," dit-il, "non seulement en Angleterre mais dans le monde entier; ces difficultés proviennent des conditions hasardeuses dans lesquelles les mineurs travaillent et des salaires de famine qu'ils reçoivent; si l'on veut connaître les salaires qu'ils reçoivent en Angleterre, on n'a qu'à consulter les chiffres cités par un des grands journaux quotidiens de notre ville; salaires qui ne leur permettent pas de vivre si l'on considère que le coût de la vie en Angleterre est de 70 pour cent plus élevé qu'il ne l'était avant-guerre.

La meilleure preuve que les mineurs ne peuvent logiquement accepter une réduction de salaires tel que le veulent les opérateurs de mines et la commission d'enquête nommée pour étudier les conditions des charbonnages, c'est que l'an dernier le gouvernement, reconnaissant que les mineurs ne pouvaient vivre avec une réduction de salaires, a voté un subside pour permettre aux opérateurs de payer les salaires actuels aux mineurs; maintenant que ce subside a été supprimé, les opérateurs de mines disent simplement que ne pouvant diminuer leurs profits les mineurs doivent accepter une réduction de salaires; de là la grève des mineurs et la décision prise par le Congrès ouvrier britannique de les supporter même au moyen d'une grève générale; disant avec raison que si les mineurs sont contraints d'accepter cette réduction de salaires, la même diminution sera imposée à tous les ouvriers anglais.

Pouvons-nous blâmer les ouvriers anglais d'avoir adopté cette attitude, demande-t-il, quand on se rappelle que lors de la Grande Guerre on leur avait assuré qu'ils luttèrent dans les tran-

sympathise avec les mineurs anglais qu'il croit persécutés et réclame pour eux un meilleur traitement. Ce sont des êtres humains qui travaillent dans des conditions tout à fait pénibles. Pourquoi les opérateurs de mines ne se rendraient-ils pas compte de ces conditions presque inacceptables et ne chercheraient-ils pas plutôt à les améliorer. M. Mathieu n'est pas en faveur lui non plus, des subsides accordés aux opérateurs de mines par le gouvernement. Ceci conduit inévitablement à des abus, et les mineurs continuent quand même à souffrir. Il souhaite que les grévistes gagnent leur point et que les opérateurs de mines reviennent à la raison.

M. Spence fait remarquer qu'en Angleterre, les lords et un grand nombre d'autres titrés de même que de nombreux fonctionnaires gagnent des salaires considérables ou reçoivent des royautés élevées, sans supporter toutes les fatigues que ressentent les mineurs, après une dure journée de labeur. N'est-il pas juste que les humbles travailleurs soient payés au moins convenablement afin qu'ils puissent faire vivre honnêtement leurs familles?

Le délégué Arbogast dit que les mineurs ont cent mille fois raison de se mettre en grève, il espère que ce mouvement se continuera et fera disparaître le despotisme du régime capitaliste.

Les délégués Long, Pagé et McCallum soutiennent qu'il ne suffit pas d'envoyer un télégramme de sympathies aux grévistes anglais mais que nous devrions leur envoyer des finances pour leur permettre de continuer leur lutte avec succès.

Le délégué Schubert déclare que le mouvement ouvrier a fait un pas dans la bonne direction en Angleterre et qu'il est naturel que ceux qui sont opposés aux revendications ouvrières trouvent que l'attitude prise par les ouvriers anglais est contraire aux meilleurs intérêts de la nation. Il dit que pour le moment les ouvriers anglais ne demandent pas d'assistance financière mais que s'ils en ont besoin nous contribuons généreusement à leur cause; ce que les ouvriers réclament c'est moins de dividendes pour les gros et plus de salaires pour les petits.

Le délégué Dixon déclare qu'il n'a aucune sympathie pour un mouvement ré-

volutionnaire tel que promu par certains délégués et qu'il considère la grève en Angleterre comme une revendication des droits à la vie de la classe ouvrière; il reproche au gouvernement britannique d'avoir accordé des subsides spéciaux aux opérateurs de mines et déclare que ces derniers, ne payant pas plus qu'ils le font leurs mineurs, réalisent assez de bénéfices sans être obligés de mendier pour continuer leurs opérations. Pourquoi le gouvernement anglais ne consacre-t-il pas plutôt cet argent à créer un fonds de pension aux mineurs qui ont vieilli sous le harnais et dont un bon nombre sont même devenus infirmes ou aveugles à force de travail.

Le président Foster résume la discussion et déclare qu'il ne faut pas laisser trop aller son enthousiasme. Pour le moment, il croit que le Conseil des Métiers et du Travail de Montréal devrait accorder tout simplement son appui moral aux mineurs anglais. Plus tard, si la grève se continue, on pourra voir s'il y a possibilité d'appuyer financièrement ces grévistes. Ces remarques faites, la résolution est mise aux voix et adoptée unanimement.

On passe ensuite au rapport du comité exécutif rapport contenant certaines recommandations faites au Conseil. Vu le manque de fonds du Conseil, celui-ci regrette de ne pouvoir contribuer financièrement à l'inauguration du nouveau Temple du Travail du Conseil des Métiers et du Travail de Peoria.

A la suite d'une demande de secours par le comité général de secours pour les travailleurs textiles de Passaic, N.J., actuellement en grève, il a été décidé de s'informer auprès des autorités compétentes afin de savoir si ce comité est bien autorisé à faire de pareilles demandes.

Un comité de cinq membres, formé de MM. Gustave France, Alph. Mathieu, G. R. Brunet, H. A. Spence et J. T. Foster est ensuite nommé pour voir aux préparatifs de la convention annuelle du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, qui aura lieu à Montréal cet été. On étudie plusieurs autres questions d'intérêt secondaire, et avant la fin de la réunion, le délégué Alarie, président du comité de la Pêto du Travail, annonce que les membres de ce comité sont convoqués pour dimanche matin, à 10 heures, au No 3, rue Craig Est, chambre 22-23. Tous sont priés d'être présents.

FERME ATTITUDE

L'attitude ferme que l'honorable M. Robb suit garder en présence des groupes de manufacturiers influents qui protestent contre l'abolition des droits sur les autos est évidemment fortifiée par la certitude que le peuple canadien tout entier est derrière lui. Il doit être également convaincu que sa politique budgétaire est saine et qu'il ne compromet aucun intérêt commercial. Persuadé qu'il marche dans la bonne voie, il a le courage d'aller de l'avant sans redouter les conséquences. Le pays est prêt à répondre à une direction de ce genre. — The Citizen.

NECROLOGIE

L'Union locale No 349 des Peintres-Décorateurs et Tapissiers d'Amérique a appris avec regret le décès d'Eugène Pelletier, âgé de trente-sept ans. Le défunt était un membre très actif de l'union. Un vote de sympathies est offert à la famille du défunt à l'occasion de la perte irréparable qu'elle vient de subir.

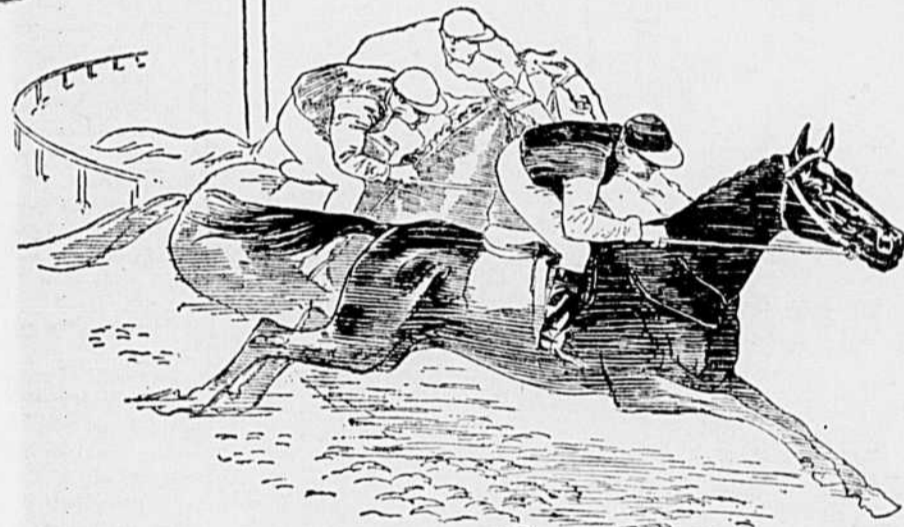
DROLE DE MENTALITE

"Moi," disait l'autre jour un jeune Anglais de Montréal, "si je retournais en Angleterre, j'alignerais tous ces mineurs contre un mur et je les ferais fusiller!" C'est une noble pensée. Mais son auteur oublie que s'il faisait fusiller tous ces ouvriers il serait ensuite obligé de révéler la salopette et d'aller au fond des mines pour se procurer de quoi se chauffer et faire cuire son "roast beef". D'autre part, au salaire de \$13 par semaine, les mineurs sont assurés de mourir aussi vite!

IMMIGRATION AU CANADA

A la date de la fin de mars, 6,580 personnes ont été acceptées comme immigrants pour le Canada, et 2,656 se sont déjà embarqués en Angleterre, pour le Canada suivant le nouveau taux de transport établi par le gouvernement Canadien. Cette déclaration fut faite à la Chambre des Communes par le lieutenant colonel Amery, secrétaire colonial, en réponse à une interpellation. Sur ce total, 3,039 personnes se trouvent comprises dans le projet d'établissement de 3,000 familles au Canada. M. Amery déclara qu'il lui était impossible de dire combien furent refusées.

Fameuse Course et Fameuse BIÈRE



Le Derby

Incontestablement la course la plus populaire qui soit au monde. Chaque année, Epsom Downs, en Angleterre, est le rendez-vous de centaines de milliers de personnes qui assistent au tournoi. La piste est d'un mille et demi et la course est ouverte aux poulains et pouliches de 3 ans. Lord Derby qui a créé la course en 1780, ne réussit à décrocher le grand prix qu'en 1787, et ce ne fut qu'en 1924 qu'un autre Lord Derby put gagner la course. L'une des courses les plus célèbres fut celle que gagna, en 1909, "Minoru," appartenant à feu le Roi Edouard VII et que montait H. Jones.



et DAWES

Pleins de Vie

BLACK HORSE

Bière naturelle

très bien vieillie

Plus de 100 ans d'expérience dans chaque bouteille

Le Coin des Unions locales

CHAUFFEURS DE BOULLOIRES

Le local No 606, de l'union internationale des chauffeurs de bouilloires, huileux et employés des chemins de fer tenait une très intéressante assemblée à la salle de la construction, au No 417 est rue Ontario, ces jours derniers.

M. M. E. Alarie présidait cette séance, qui était des plus nombreuses. Vingt nouveaux membres furent officiellement initiés. M. A. Zingo, président du local a fait remise de sa démission pour la raison qu'étant obligé de travailler de nuit il ne peut par conséquent assister aux assemblées; la démission du président fut acceptée et la nomination d'un autre président se fera à la prochaine assemblée.

M. Tim Healy, président international qui devait être présent à cette assemblée a été retenu à Winnipeg, où une grande campagne d'organisation bat son plein, et où l'organisation des chauffeurs de bouilloires fait de rapides progrès. M. Healy sera à Montréal pour la prochaine assemblée qui aura lieu le 4 vendredi de mai. Il est à espérer que tous les chauffeurs de bouilloires huileux et employés de chemin de fer se feront un devoir d'être présents à cette assemblée.

RETOUR DE M. R. GERVAIS

M. Raoul Gervais, organisateur général des peintres, tapissiers et décorateurs d'Amérique est de retour à Montréal d'une tournée d'organisation dans la province. Les activités de M. Gervais ont surtout été concentrées dans la ville de Québec. Avec l'aide de MM. Carrière et Martel le local No 1037 de l'union des peintres de Québec, est maintenant un des locaux le plus fort que nous possédions dans la province. Le travail est abondant à Québec et dans ses environs. Le travail d'organisation se continue avec vigueur par les membres du local 1037, afin que tous les peintres de Québec ne forment qu'une seule et même union.

LA LIGUE DE L'ETIQUETTE

Les délégués à la section des étiquettes sont priés de prendre avis que l'assemblée régulière de la Ligue des Etiquettes aura lieu mercredi, le 12 mai, à la salle des cordonniers, au No 729a, est rue Sainte-Catherine. Le secrétaire a en sa possession de très intéressantes correspondances qui seront soumises aux membres de la Ligue. M. Ben Drolet le dévoué secrétaire de la Ligue continuera son travail de propagande en faveur des étiquettes unionistes. Plusieurs unions furent visitées par M. Drolet qui a reçu le meilleur accueil possible. Ce mouvement de la part de la section des étiquettes fait un grand bien à tous les métiers qui ont une marque syndicale. Les métiers n'ont pas d'affiches réclames, mais tous les ouvriers unionistes connaissent les marques syndicales des unions sœurs. Patronnons les employeurs et les marchands qui sont satisfaits que leurs employés puissent avoir leur place au grand jour et jouir des prérogatives qui de droit reviennent aux membres des unions ouvrières.

EMPLOYÉS D'HOTELS ET DE RESTAURANTS

Le local No 440 des employés d'hôtels et de restaurants fait de magnifiques progrès dans son travail d'organisation. M. Harry Base, agent d'affaires avec la coopération de quelques militants du mouvement ouvrier ont réussi à organiser la taverne Dufferin Rest., 327 Boulevard Saint-Laurent. Tous les ouvriers de cet établissement sont membres de l'union; les cigares de l'union sont les seuls servis dans l'établissement et les bières et vins sont de première qualité. Les membres des unions y sont invités.

PEINTRES-DECORATEURS

Avec le retour du printemps l'activité chez les peintres renaît. De passage aux quartiers généraux des unions des peintres, tapissiers et décorateurs, notre représentant a été reçu par M. L. P. Boisselle, agent d'affaires de cette organisation qui lui disait que tous les peintres à Montréal étaient au travail, et que la saison s'annonce comme devant être très prospère. Les patrons qui désirent avoir de bons ouvriers n'ont qu'à s'adresser à nous et nous serons heureux de leur fournir des hommes des plus compétents. La campagne d'organisation chez les peintres se continue plus active que jamais. Tous ceux qui désirent avoir des informations concernant cette union n'ont qu'à s'adresser à M. Boisselle qui a son bureau au No 417 est rue Ontario.

CHEZ LES TYPOS

Samedi dernier, le local No 145 de l'union typographique Jacques-Cartier prenait possession de ses nouveaux quartiers généraux, dans les salons de l'union des travailleurs en haussures, au No 729a, est rue Sainte-Catherine. M. Jos. Gauthier, ex-député de Sainte-Marie et président du local occupait le fauteuil. A l'avenir les assemblées de ce local seront tenues dans ces magnifiques salles.

Un vote de sympathies fut offert aux confrères Phillips et Henri Ouellette pour la perte de leur sœur, et copie de la présente est envoyée aux journaux pour publication.

UN APPEL DES CHARPENTIERS

Nous venons de recevoir de la Fraternité Unie des Charpentiers-Ménisiers d'Amérique la communication suivante que nous nous empressons de publier:

Le Conseil de District des charpentiers à sa dernière assemblée a fait un appel à toutes les unions locales ainsi qu'au Conseil des Métiers et du Travail de Montréal afin de prêter les fonds nécessaires pour aider le confrère Newton dans sa cause contre la Bremer Norris Company.

Le confrère Newton, à la suite d'un accident de travail (s'étant blessé dans une chute qu'il fit en grimpaux sur des formes), s'est vu accordé une indemnité de \$3,400.00 par la Cour Supérieure. Ce jugement a été cassé dernièrement par la Cour d'Appel division de cinq juges. Suivant l'opinion de l'avocat du demandeur ainsi que de l'avis de plusieurs juges, le confrère Newton devrait faire appel en Cour Suprême, mais pour ce faire, il faut fournir une garantie de \$500.00.

Cette cause intéresse tous les ouvriers en construction et il est important pour eux d'avoir un jugement favorable; d'autant plus que le jugement des cinq juges de la Cour d'Appels ne semble pas très bien motivé, de l'avis de plusieurs juges et avocats.

Comme l'appel en Cour Suprême doit être interjeté dans les trente jours qui suivent le jugement de la Cour d'Appels et que le dit jugement a été rendu il y a déjà une dizaine de jours, il reste par conséquent très peu de temps pour prélever les fonds nécessaires, nous sollicitons donc votre appui et immédiate attention sur cette affaire.

Fraternellement à vous,

Le Conseil de District des Charpentiers Ménisiers de Montréal.

N. ARCAUD, Secrétaire.

EN NOMINATION

La nomination des officiers internationaux des cigariers d'Amérique qui a eu lieu il y a quelques jours, nous arrive avec le journal officiel de l'union internationale des cigariers. M. Adolphe Gariépy, 3e vice-président international depuis de nombreuses années a reçu le support de 258 unions locales pour la position de 3e vice-président, ce grand nombre de votes de la part des unions locales démontre en quelle estime est tenu le dévoué secrétaire du local No 58 des cigariers de Montréal. M. Gariépy est secrétaire de son local depuis près de 35 ans et est très bien vu dans les cercles ouvriers et manufacturiers. M. Gariépy est aussi trésorier du Conseil des Métiers et du Travail depuis de nombreuses années à la satisfaction de tous. Nous sommes confiants qu'il sera le choix de l'immense majorité et que nous aurons à Montréal un des nôtres pour nous représenter dans l'exécutif international.

CONDOLEANCES

Le local No 55, de l'union internationale des boulangers d'Amérique vient d'être cruellement frappé par la mort d'un de ses plus vieux et plus actifs membres dans la personne de feu M. Auguste Morin, membre fondateur du local No 55. Les officiers et les membres de ce local offrent à la famille éplorée leurs plus sincères sympathies dans le malheur qui la frappe.

INGENIEURS STATIONNAIRES

Le local No 588 des ingénieurs stationnaires tenait son assemblée régulière samedi dernier au No 217 est rue Sainte-Catherine. M. Eugène Hamelin présidait cette séance assisté des officiers du local. Après la lecture de la correspondance, M. le secrétaire fit part aux membres du local du succès obtenu par la campagne d'organisation qui fut actuellement son plein, déjà plusieurs nouveaux membres ont été initiés et la plus grande activité règne parmi les membres du local.

CAMPAGNE QUI SE CONTINUE

Une très importante assemblée a été tenue mercredi dernier, par le local No 58 de l'union internationale des cigariers d'Amérique. M. Ben Drolet présidait cette séance. En l'absence de M. A. Gariépy qui est en voyage d'organisation dans la province d'Ontario, M. W. Patry agissait comme secrétaire. Le concours d'organisation qui dure depuis quelques temps a été prolongé pour un autre mois, et il est à espérer que tous les cigariers prendront avantage des offres qui leur sont offertes par l'union des cigariers. Ce concours se terminera le 1er juin 1926. Tous les membres qui ont changé d'adresse sont priés d'en notifier le secrétaire.

UNION DES BOULANGERS

La magnifique salle des cordonniers était littéralement remplie samedi dernier, par les membres du local No 55 de l'union internationale des boulangers, M. A. Labelle occupait le fauteuil présidentiel et M. H. Chéron, délégué au Conseil des Métiers et du Travail fit un rapport très élaboré des deux dernières séances du Conseil et de la Ligue des Etiquettes. M. Chéron est un fervent de l'étiquette et il l'a déjà prouvé dans le passé. Le travail d'organisation des boulangers est très effectif et porte de grands fruits. Les boulangers qui sont membres de l'union sont tous au travail, et le secrétaire du local a des demandes pour des hommes de l'union.

NOUVEAUX LOCAUX

Deux nouveaux locaux viennent d'être formés dans la ville de Québec. Les brigatiers se sont organisés et viennent d'obtenir leur charte d'incorporation de l'union internationale des Brigatiers d'Amérique. Ce nouveau local compte déjà un très grand nombre de membres qui sont tous au travail avec de bons salaires et d'excellentes conditions de travail.

L'union des plâtriers a aussi réussi à former un nouveau local et sa charte est arrivée des quartiers généraux; le local a été installé officiellement, et les officiers de ce nouveau local sont très satisfaits des succès obtenus dans les circonstances présentes.

Ces deux nouvelles additions vont grandement aider au conseil de la construction de Québec, qui fait également un grand travail en faveur des unions de la construction. Il est à espérer que ce beau travail d'organisation va se continuer dans le meilleur intérêt du Travail Organisé de la ville de Québec.

ON EST ENCORE MAITRE CHEZ SOI EN ANGLETERRE

Le foyer anglais n'est plus le château-fort inexpugnable qu'il avait contenu d'être; la législature a fait plusieurs brèches à ses murs, mais il reste encore au citoyen le droit inaliénable de s'enfermer tant qu'il peut pour qu'il soit dans sa maison. Tel est le diuon de M. Cousins, le magistrat de police de l'ouest de Londres, qui renvoyait une accusation d'ivresse portée contre un homme. Ce dernier ne cessait de répéter qu'il était sur le seuil de sa porte lorsqu'on l'arrêta.

Syndicats russes vs Fédération Syndicale Internationale

Dans la lutte pour la destruction de la Fédération Syndicale Internationale, que de Moscou, les bolchévistes mènent ouvertement depuis 1920, des mots d'ordre et des moyens nouveaux sont régulièrement répandus par le monde. Le but principal de toute cette action c'est de "propager" de toutes les manières possibles "les expériences et les idées" bolchévistes, ainsi que Tomsy l'a encore déclaré d'ailleurs au XIe Congrès communiste russe qui s'est tenu à Moscou en décembre 1925, afin que finalement, les organisations affiliées à la Fédération Syndicale Internationale soient amenées à se défaire de leur direction et de leur politique actuelles et à suivre de nouvelles voies qui doivent conduire au communisme.

Un de ces moyens c'est l'envoi en Russie de délégations, en vue de faire constater sur place que tout ce qui a été écrit jusqu'à présent dans la presse bourgeoise et socialiste à travers le monde relativement à la Russie d'après-guerre n'est qu'un mensonge.

Ces délégations étant utilisées par les bolchévistes dans leur lutte contre la Fédération Syndicale Internationale, nous croyons utile de les examiner de plus près dans la présente série d'articles sur "les syndicats russes et la Fédération Syndicale Internationale."

Nous devons toutefois, d'abord, signaler en particulier qu'en traitant de la question de l'envoi de délégations dans l'ancien empire des Tsars, nous n'entendons nullement faire montre d'animosité à l'égard des Russes, ni de leur révolution. Personnellement, nous avons bien quelque chose à redire sur la façon dont procèdent en Russie les gouvernements actuels et leurs suppôts en vue de mettre leurs idées en application. Nous est avis, cependant, que cela n'a rien à faire avec le sujet qui nous occupe ici.

Il n'est d'ailleurs pas possible que tout ce qui a été appliqué là-bas jusqu'à présent ait échoué; les expériences faites doivent sûrement avoir eu des résultats dont bénéficie la classe ouvrière, et qui méritent, partant, d'être signalés. De plus, ce qui parmi les résultats obtenus est bon, peut nous être utile ici dans les pays de l'Europe occidentale; bien entendu, à condition que cela corresponde à notre mentalité et s'adapte à nos us et coutumes.

Ceci établi, arrivons-en à la question même.

A quoi sert, au fond, une délégation ouvrière? Elle sert, en ordre principal, à resserrer encore plus étroitement les liens fraternels qui unissent les travailleurs du monde entier; elle crée l'occasion de compléter les connaissances sur le pays visité, sa population et son mouvement ouvrier, et de se rendre entièrement compte des progrès réalisés.

Afin d'atteindre ces buts par l'envoi d'une délégation, il est nécessaire que les délégués soient reçus cordialement, sans arrière-pensée et en frères, et ne soient pas considérés comme des instruments que, dès ce moment on utilise à la propagande en faveur des idées et des méthodes bolchévistes contre les organisations et leur direction auxquelles appartiennent les délégués; que ceux-ci soient absolument libres de leurs gestes et qu'ils aient toutes les possibilités d'organiser leurs investigations de la manière qui leur plaît et leur semble le plus apte à atteindre au but visé; qu'ils aient le droit de choisir eux-mêmes les interprètes qui leur inspirent le plus de confiance. Il est, en outre, absolument nécessaire que, vu l'étendue de la Russie, la délégation dispose de beaucoup de temps, que le voyage soit préparé de façon que chaque participant, avant son départ, puisse se former une idée claire de la tâche qui l'attend et de ce qu'on attend de lui. Qu'on ne perde pas de vue aussi que les documents que l'on remet surtout aux délégués sur place ne suffisent pas et qu'ils doivent être examinés d'un oeil critique, quoique objectif, et être confrontés avec la réalité.

Quel but les Russes poursuivent-ils en lançant toutes sortes d'invitations, afin de pouvoir recevoir, à leurs frais, des délégations en Russie?

Ici également nous laisserons parler les bolchévistes eux-mêmes, pour qu'on ne puisse pas nous accuser de dire des choses sans fondement, de nature à monter les esprits contre la Russie. C'est Losowsky qui, au Congrès de décembre du Parti communiste russe, dans sa réponse à Tomsy, relativement à la question de l'unité disait:

"L'envoi de délégations ouvrières dans l'Union des Soviets signifie un renforcement de l'aile gauche dans les syndicats amsterdamiens, en outre des mouvements minoritaires et du Comité autonome russe, qui constitue pour la Fédération Syndicale Internationale un gros comp. politique et aussi dans l'avenir un comp. organisateur."

Cette déclaration doit être examinée en considérant la signification que Losowsky donnait à son discours sur l'unité et de la conclusion qu'il en a déduit:

"Les pourparlers de nos syndicats ne peuvent en aucun cas les conduire à l'adhésion à la Fédération Syndicale Internationale, car ceci amènerait non seulement la scission dans l'Internationale Syndicale Révolutionnaire, mais aussi l'affaiblissement des partis communistes dans de nombreux pays et le renforcement de nos adversaires."

Il est donc bien clair que les bolchévistes n'ont inventé et pratiqué l'envoi de nombreuses délégations en Russie qu'en vue de favoriser leur politique et de nuire à leur ennemie, l'Internationale d'Amsterdam.

Dans les milieux russes, on doit tout de même quelque peu douter quant aux résultats atteints par l'application de ce moyen. En effet, au Congrès communiste de Moscou qui, au début du mois de décembre 1925 précéda le XIe Congrès du Parti communiste russe, on posa par écrit à Rykof, le président du Conseil des commissaires du Peuple ou ministre-président—d'après la "Pravda" du 13 décembre—la question suivante:

"Quelle est l'opinion de la direction du Parti concernant l'arrivée de tant de délégations étrangères dans l'Union des Soviets? Cela n'entraîne-t-il pas de trop grands frais pour l'Union des Soviets? On dépense tout de même beaucoup d'argent à ces délégations?"

Et Rykof répondit à cette question, comme suit:

"Le gouvernement de l'Union des Soviets et notre parti n'ont pas dépensé un centime et ne dépenseront rien pour ces délégations. Toutes les délégations ouvrières qui nous sont envoyées par des réunions ouvrières à l'étranger sont financées par leurs camarades, ce pour quoi des collectes spéciales sont faites dans les usines des pays d'où viennent des délégations."

Dans les milieux bolchévistes on ne nierait d'ailleurs pas que les invitations pour l'envoi de délégations en Russie ont été de tout temps de pair avec la communication que l'hospitalité dans ce pays était offert aux délégués. La plupart des invitations mentionnent que, au cas où l'organisation invitée ne disposerait pas de ressources nécessaires pour l'envoi d'une délégation, l'organisation qui lance l'invitation prendrait bien à sa charge les frais. Dans beaucoup de cas, aux invitations est ajoutée la communication qu'à partir de la frontière, la délégation jouit de la pleine hospitalité.

Il arrive même que le gouvernement russe met à la disposition des délégations des trains spéciaux, ainsi que cela fut le cas pour la délégation anglaise en 1924. D'après le "Daily Herald" du 9 mars 1925, les membres de la délégation anglaise en Russie ont parcouru environ 7 mille lieues et passé environ un mois de leur séjour en chemin de fer; le gouvernement avait mis à leur disposition une locomotive et un train.

Mais il n'y a pas que des délégations de groupes qui sont invitées, mais des personnalités que l'on présume naturellement pouvoir servir la cause bolchéviste sont aussi — ainsi qu'il est appert encore dernièrement d'une des feuilles dites d'"unité"—invitées à visiter sans frais la Russie.

Nous ne saignons naturellement pas à critiquer le fait que les Russes interviennent pour la totalité ou en partie dans les frais de ces délégations.

La plupart des organisations ouvrières ont, de tout temps, tenu en honneur l'hospitalité. Si les organisations russes le font maintenant à leur tour, il n'y a, comme tel, rien à redire. On ne peut, au fond, désapprouver non plus que le gouvernement russe aide en l'occurrence les visiteurs étrangers, car dans les Etats prolétariens, ou du moins appelés ainsi, aussi bien que dans les pays capitalistes, le gouvernement a pour tâche de faire connaître ses institutions, son pays et sa production, afin que soient créées ainsi des possibilités d'exportations nouvelles ou qu'elles soient rendues plus stables.

Mais ce que nous ne pouvons approuver, c'est le fait que ces invitations, avec ou sans offres d'hospitalité, ne visent pas effectivement à resserrer les liens fraternels entre les travailleurs, mais ont, au contraire, comme point de départ essentiel; servir la propagande communiste et combattre la Fédération Syndicale Internationale et ses organisations affiliées, CORN. MERTENS.

—Le Mouvement Syndical Belge.

SECOND VOYAGE DE L'UNIVERSITE DE MONTREAL

En ce moment où il n'est question partout que de tourisme et de la venue prochaine en notre pays de nombreux visiteurs étrangers, il est opportun de signaler d'une façon toute particulière l'oeuvre utile dont l'Université de Montréal a pris l'initiative pour développer chez nos compatriotes le goût des voyages en Canada, surtout des grands voyages qui permettent de se rendre compte des multiples aspects que présentent nos territoires. C'est là faire oeuvre d'éducation nationale et pratique et on ne saurait trop louer ceux qui ont pris la responsabilité d'un mouvement qui unit si bien l'utile à l'agréable.

Déjà l'an dernier, son l'habile direction de son recteur Mgr A. J. V. Piette, la grande institution d'éducation monté réalisait conduisant par delà des Montagnes Rocheuses et jusqu'aux rives du Pacifique, un fort contingent d'excursionnistes de langue française recrutés dans l'est du Canada et dans la Nouvelle-Angleterre. Devant le succès de cette première tentative et considérant l'extrême satisfaction manifestée par tous ceux qui traversèrent les provinces canadiennes sous l'égide de l'Université, il a été récemment décidé de renouveler cette expérience. De nombreuses adhésions sont même déjà parvenues à l'Université et tout fait prévoir que ce second voyage sera un immense succès. Comme l'an dernier, il durera 21 jours, c'est-à-dire du 3 au 24 juillet prochain.

M. le chanoine Emile Chartier, vice-recteur de l'Université de Montréal, prendra la direction de cette grande randonnée transcontinentale actuellement en préparation et à laquelle participeront aussi plusieurs personnalités de l'Université. La Compagnie du Pacifique Canadien, qui en toutes circonstances, sait assurer à ses voyageurs le confort le plus complet, fournira de nouveau le train spécial de luxe qui sera le "home" roulant des excursionnistes de Montréal à Vancouver et retour, exception faite pour la traversée des Grand Lacs et un court trajet en auto dans les Rocheuses. La décision de l'Université de faire de nouveau ce voyage avec le Pacifique Canadien ne pourra qu'être bien vue, car l'on sait qu'en plus de toucher tous les grands centres du Canada, le réseau de cette compagnie dessert les plus grandes villes visitées des Montagnes Rocheuses.

L'itinéraire, d'ailleurs, a été préparé en vue de permettre à ceux qui veulent se documenter sur le Dominion, ses ressources et ses beautés scéniques, de retirer le maximum de profit de leur déplacement. Le nord de l'Ontario, les plaines de l'Ouest, avec leurs grands villages — Winnipeg, Regina, Moose Jaw et Calgary — les majestueuses Rocheuses avec leurs stations climatiques — Banff, Lac Louise, Field et Glacier — la Côte

LABOR DIRECTORY

- MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL** — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at 3rd and Craig Streets, 3rd Floor. President, J. T. Foster, 747 St. Laurent Ave.; Corresponding Secretary, Jos. Collier, 3 Craig Street, East.
- ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL** — To promote the interests of the Allied (the French or English language). — The following organizations comprise Council: Cartier Typographical Union, No. 179; Printing Pressmen and Assistants' Union, No. 62; Bookbinders' Union, No. 41; Engravers' Union, No. 9; Steamfitters and Union, No. 39; President, Thomas Black, Vice-President, J. A. Ricard; Rec. Sec., Pelletier; Secretary-Treasurer, James Dill, 100 St. Catherine St.; Room 2, 100 St. Catherine St.; Executive: N. Ouhet, R. James G. Valois; Auditors: R. Pagan, A. Larivière.
- TYPOGRAPHICAL UNION** — Meets every first Saturday at No. 179, St. James Street. Thomas Black, Pres. Fred L. Gauthier, Sec. James Dill, Treasurer; Secretary-Treasurer, James Dill, 100 St. Catherine St.; Business hours: 9 a.m. to 5:30 p.m.
- UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER** — Meets every 1st and 3rd Saturday at No. 145, St. James Street. Thomas Black, Pres. Fred L. Gauthier, Sec. James Dill, Treasurer; Secretary-Treasurer, James Dill, 100 St. Catherine St.; Business hours: 9 a.m. to 5:30 p.m.
- UNION DES BELEUERS** — Local 91-101 — Meets every 1st and 3rd Saturday at No. 145, St. James Street. President, J. T. Foster, 747 St. Laurent Ave.; Corresponding Secretary, Jos. Collier, 3 Craig Street, East; Secretary-Treasurer, James Dill, 100 St. Catherine St.; Business hours: 9 a.m. to 5:30 p.m.
- BIBLIOPHILES, MANSONS AND THE LAYERS' INTERNATIONAL ORGANIZATION** — Meets every 2nd and 4th Tuesday, at 70 Jean Jacques St. Officers: President, Jeanne Mance St., Room No. 5, 241 St. James St.; President, Joseph Verdun, 120 St. Catherine St.; Secretary-Treasurer, Henry Bull, 234 Drolet, Tel. Cal. 6252.
- UNION INTERNATIONALE DES TAILLEURS** — Meets every 1st and 3rd Saturday at No. 145, St. James Street. President, J. T. Foster, 747 St. Laurent Ave.; Corresponding Secretary, Jos. Collier, 3 Craig Street, East; Secretary-Treasurer, James Dill, 100 St. Catherine St.; Business hours: 9 a.m. to 5:30 p.m.
- BUREAU-OFFICIERS DU CONSEIL DE DISTRICT DES CHARPENTIERS-MENISIERES** — Local 134 — Meets every 1st and 3rd Saturday at No. 145, St. James Street. President, J. T. Foster, 747 St. Laurent Ave.; Corresponding Secretary, Jos. Collier, 3 Craig Street, East; Secretary-Treasurer, James Dill, 100 St. Catherine St.; Business hours: 9 a.m. to 5:30 p.m.
- FRATERNITE UNIE DES PEINTRES-DECORATEURS** — Local 134 — Meets every 1st and 3rd Saturday at No. 145, St. James Street. President, J. T. Foster, 747 St. Laurent Ave.; Corresponding Secretary, Jos. Collier, 3 Craig Street, East; Secretary-Treasurer, James Dill, 100 St. Catherine St.; Business hours: 9 a.m. to 5:30 p.m.
- UNION NO 1558 DES CHARPENTIERS-BOULANGERS** — Local 119 — Meets every 1st and 3rd Saturday at No. 145, St. James Street. President, J. T. Foster, 747 St. Laurent Ave.; Corresponding Secretary, Jos. Collier, 3 Craig Street, East; Secretary-Treasurer, James Dill, 100 St. Catherine St.; Business hours: 9 a.m. to 5:30 p.m.
- UNION INTER. DES TRAVAILLEURS EN FOURBURE** — Local 66 — Meets every 1st and 3rd Saturday at No. 145, St. James Street. President, J. T. Foster, 747 St. Laurent Ave.; Corresponding Secretary, Jos. Collier, 3 Craig Street, East; Secretary-Treasurer, James Dill, 100 St. Catherine St.; Business hours: 9 a.m. to 5:30 p.m.
- BOOT & SHOE WORKERS UNION** — Local 249 — Meets every 1st and 3rd Saturday at No. 145, St. James Street. President, J. T. Foster, 747 St. Laurent Ave.; Corresponding Secretary, Jos. Collier, 3 Craig Street, East; Secretary-Treasurer, James Dill, 100 St. Catherine St.; Business hours: 9 a.m. to 5:30 p.m.
- BOOT AND SHOE WORKERS UNION** — Local 237 DE ST-HYACINTHE — Meets every 1st and 3rd Saturday at No. 145, St. James Street. President, J. T. Foster, 747 St. Laurent Ave.; Corresponding Secretary, Jos. Collier, 3 Craig Street, East; Secretary-Treasurer, James Dill, 100 St. Catherine St.; Business hours: 9 a.m. to 5:30 p.m.
- UNION INTERNATIONALE DES BARBIERS D'AMERIQUE** — Local 435 — Meets every 1st and 3rd Saturday at No. 145, St. James Street. President, J. T. Foster, 747 St. Laurent Ave.; Corresponding Secretary, Jos. Collier, 3 Craig Street, East; Secretary-Treasurer, James Dill, 100 St. Catherine St.; Business hours: 9 a.m. to 5:30 p.m.
- MUSICIANS' PROTECTIVE ASSOCIATION OF MONTREAL** — Local No. 408, A. F. of L. — Meets every 1st and 3rd Saturday at No. 145, St. James Street. President, J. T. Foster, 747 St. Laurent Ave.; Corresponding Secretary, Jos. Collier, 3 Craig Street, East; Secretary-Treasurer, James Dill, 100 St. Catherine St.; Business hours: 9 a.m. to 5:30 p.m.
- LOGE SAINTE-MARIE NO. 231 DE LA FRATERNITE DES WAGONNIERS DES VOIES FERRÉES D'AMERIQUE** — Meets every 1st and 3rd Saturday at No. 145, St. James Street. President, J. T. Foster, 747 St. Laurent Ave.; Corresponding Secretary, Jos. Collier, 3 Craig Street, East; Secretary-Treasurer, James Dill, 100 St. Catherine St.; Business hours: 9 a.m. to 5:30 p.m.

Comme au temps jadis...



savourons
Dow
Old Stock Ale

... la popularité dont jouit depuis si longtemps la DOW OLD STOCK ALE tient au fait qu'on la savoure toujours en la buvant.

C'est son exquise saveur qui lui a valu sa réputation et maintenu sa renommée. Aujourd'hui comme jadis, aucune bière ne peut lui être comparée. C'est là le secret de l'art du VIEUX MAITRE-BRASSEUR.

La superbe brasserie que l'on vient de terminer est un hommage rendu à la popularité des Bières Dow. Elle a été construite pour répondre à la demande sans cesse grandissante pour un bière parfaite sous tous les rapports.



mûrie à point
Prime par la Force et par la Qualité

Le seul journal ouvrier bilingue de la province de Québec. La meilleure arme entre les mains des travailleurs.

The Labor World



Le Monde Ouvrier

The only bilingual labor paper in the Province of Quebec. The most efficient medium laborers have ever had.

12th Year — No. 19

SAMEDI, 8 MAI 1926 — MONTREAL — SATURDAY, MAY 8, 1926

PRICE: 5 CENTS

The Crisis in Great Britain

By H. A. SPENCE

When the mine owners of Great Britain posted their lockout notices, operative May 1st, this signalled the resumption of a battle, which all thinking people knew must be waged and was unavoidable, and which was merely postponed when the Government subsidized the coal mining industry nine months ago. Thus has arisen a situation which is described by Secretary Cook of the Miners' Federation as "the most serious crisis we have ever faced."

The failure of the Government to submit proposals which would be acceptable and permit the mines to be operated, pending re-organization, without reducing living standards, already too low, placed the responsibility for the operation of the industry on the shoulders upon the owners without government assistance. Their attitude was clearly defined by Mr. Evan Williams, who, in speaking in their behalf, demanded that the wages of the miners be reduced 13½ cents per hour, hours of labor increased to eight per day and the abandonment of the national agreements, which in turn would put the men's union out of action. After that, he said, the industry would still be operated at a loss.

If this means anything to us, it must mean that the industry cannot be profitably conducted by ordinary capitalist methods. The miners, in many of the fields, were living under the most miserable conditions, and they refused even to discuss the situation until the threat of wage reductions were withdrawn. Wages ranged from \$8.00 to \$17.00 per week and the acceptance of the owners' proposals would cut these amounts so that the earnings would be from \$5.00 to \$13.00 per week instead. Such proposals were impossible, when it is understood that many of the men could only obtain six months work in a year, and under the conditions that obtained were forced to live in huts. The miners took the position that, if forced to fight, they would want more wages and would demand the nationalization of the mines to prevent further conflicts, which was recommended by the Sankey Commission a few years previous.

An official of the British Government stated, shortly after the lockout and the strike was in effect, that "the work of looking after the nation is the Government's work." The Government has stated that there will be no compromise of any kind, as far as the general strike is concerned; either the country (meaning the present government) will break the strike or the general strike will break the country. Let's see what this means. The mining industry, next to agriculture, is the largest in the British Isles. For over a hundred years it has been the foundation of Britain's economic life, and employs more men than any other industrial activity. Not less than one half of the population is directly dependent upon it. So we must conclude that "looking after the nation," as stated by the Government, does not mean the welfare of the masses, but the protection of the interests of the few who exploit and those who draw from the mining industry the exorbitant royalties.

But the situation thus presented is only a part of the story which unfolds itself in all countries alike. We see the same conditions in the soft coal fields of the United States, and right here in our own country, in the Nova Scotia coal areas, glaring examples of the inefficiency of the capitalist method of operating industry. Poverty, filth and degradation of human bodies, exploited for profit.

People seem to become hardened to conditions, and thus the 11,250,000 unemployed of Great Britain, the thousands of young men in that country who have never had an opportunity to work, the thousands of unemployed in other countries, and right here in Canada, are accepted as a permanent part of our national life. The fact that wages have everywhere been slashed to the subsistence level, awakens no great concern. In Great Britain alone, in the period of 1921-25, weekly wages have been reduced by more than \$10,000,000 a week.

The mining industry is on a parallel with the textile industry in point of wages paid and bad conditions, and appears to be a curse to the community harboring it. At the present time there are about fifty bills before the United States Committee on Interstate and Foreign Commerce, all hinging upon the authority of the President to intervene in coal strikes. In the textile industry we have equal glaring examples of mismanagement and ill-treatment, and this regard have only to look to the situation in the plant of the American Thread Co., and the conditions at Passaic, N. J., where some 15,000 workers are now on strike. In the former instance, 2,500 reductions have been on strike for more than a year because of wage reductions, while the Company's profits in the past ten years totaled \$13,000,000 and has paid more than 250 per cent in dividends.

The time has come when people, and the organized workers in particular, must view industrial conditions in a more serious manner, for it must be apparent that we are fast reaching a stage where industrial slavery is outrivalling chattel-slavery in its worse forms.

Every new truth has to fight its way into recognition. Ancient prejudices have to be overcome. But the struggle on your part develops all your latent powers.—Eugene V. Debs.

BUILDING EXPENDITURE

Washington, D. C., May 6.—Residential buildings are the greatest factor in current expenditures for new construction.

The value of contracts let for houses and apartments so far this year has been 44 per cent of the value of all building contracts. In other words, residences accounted for 44 cents out of the average dollar spent for new building.

Commercial buildings have been 16 per cent of the total, the largest factor next to residences. Public works and utilities are 15 per cent of the total. This latter class does not include public buildings such as post offices, schools, etc. However, these public and semi-public structures have been a considerable factor, amounting to 12 per cent of the total.

During the early months of 1926 building volume has exceeded the corresponding months for all previous years, which means that over the country as a whole, residential building has increased. The average of rents for residences no longer is increasing. Some sections of the country report a slight decline. Nevertheless the supply of new living quarters is being increased.

The data on which the analysis is based were furnished by the F. W. Dodge Corporation.—International Labor News Service.

ONTARIO BOSES KILL ONE WORKER A DAY

A death a day as a result of the industrial accidents affecting workers covered by the compensation act of the province of Ontario is the tribute paid by labor to mammon.

Normally there are 450,000 workers covered by the workmen's compensation act of Ontario, and during the past 11 years there have been 4,328 fatalities through industrial accidents, an average of more than one a day.

In the same period 502,014 workers have sustained injuries through industrial accidents sufficiently serious to be reported to the board as a case for compensation. This is to say, that every year one worker in every ten has been a victim of an industrial accident, involving an injury more or less serious.

To put it another way, the average worker in industry in Ontario has an ordinary chance of working for ten years with one injury sufficiently serious to be reported.—The Labor Advocate.

The Week at Ottawa

By J. S. WOODSWORTH

One of the most bothersome things we meet with in practical legislation is the question of jurisdiction. Sixty years ago the B. N. A. Act attempted to assign certain powers to the Dominion and others to the Provinces. Since that time there has developed our modern industrial life, with all the complicated questions arising therefrom. These were never contemplated by the framers of our Constitution and now we may argue back and forward indefinitely as to whether any particular matter, such as the Eight Hour Day or the Minimum Wage, is a matter for the Federal or Provincial authorities.

At the conclusion of the War, there was included in the Peace Treaty a section devoted to Labor problems. This was as much a part of the Treaty as was the settlement of the boundaries of the European countries, Canada as a signatory to this Treaty, solemnly promising to maintain Labor's rights. Among these was the eight hour day.

Now it is claimed that Canada has really not the power to enact eight hour day legislation, because this would be an interference with civil rights, which under the British North America Act belong to the Provinces, but it is conceded that Canada can enforce the eight hour day of its own public works. Then come practical questions such as the men overworking on the Canadian National Railways. We are told that the Canadian National is after all not one of the Dominion's public undertakings, but it is to be administered entirely independent of politics and hence that the Federal Government has no jurisdiction.

This raises the whole question of the control of the Independent commissions which we have set up. For example, within the last few days we have had some rather serious charges made against the members of the Civil Service Commission. The evidence before the Customs Committee would seem to show that men have been in receipt of large and frequent gifts of liquor from various officials. Further than that, there would seem to have grown up something of a patronage system, even within the Civil Service itself. In the face of these conditions, we Members of the House seem to show that men have been effective action that can be taken.

seems to be to bring pressure enough on the Government to change the entire personnel of the Commission. This action would, of course, might be said to be unwarranted interference by politicians.

In such matters, the legal Members of the House are always to the fore. Then we have legal Members constantly graduating into positions on various commissions or to judgeships. Those of us who are hymens are inclined to think that the legal fraternity are altogether too firmly entrenched in the various public bodies in this country. In one matter, a year or two ago, one member actually proposed that since a certain measure was one in which lawyers should be appointed to deal with the question. Some of us ventured to suggest that if this were done it might be well to have labor matters settled entirely by labor people and agricultural affairs settled entirely by farmers.

Among the budget speeches, one that stands out is that of Mr. Bird, of Nelson. Mr. Bird pointed out that we are yet in the grip of war taxation and that half of our annual revenue is going every year to pay interest on our war debt. This is bad enough but what would it be if the Conservative policy prevailed, and the entire burden was placed upon the consumers? As it is, there has been a swing from direct to indirect taxation. In 1922, 67 per cent of our revenue came from the consumers' taxes and only 33 per cent from direct taxation. Last year these figures have come to be 80 per cent from consumers' taxes and 20 per cent from direct taxation; and as Mr. Bird pointed out, the ironical thing is that a considerable portion of the burden-bearers includes returned soldiers.

Let me quote: "You often hear the doctrine that it is the savings of the wealthy that creates capital. It is no such thing. It is the hard work of the people; it is the consumer and purchaser that creates capital. It is time that fallacy was knocked on the head, because there is nothing so misleading. What we call capital, and what our wealthy friends complacently call their savings, is after all the surplus production which is left after we have all done our best in the course of a year. A lot of those who pride themselves on

being in possession of it ought not to be in possession of it. They have got into the possession of it through no merits of their own, they have simply sat at the toll gate, and they would make it still harder for the consumer and the producer by unloading the burden of taxation on them."

Mr. Bird ridiculed the pretensions of the business men who so largely dominate the life in this country. He quoted a description of a modern captain of industry: "The type of intellect that leads unerringly to great business success—a mind moving in one dimension, without depth or breadth, but incredibly flexible and adaptable to the needs of the hour. The financier's reputation for profundity arose from his unexpected resourcefulness; and this, in turn, was a product of a makeshift intellect. He had no definite plans, and no far-reaching vision, but he knew how to surmount obstacles as they arose. In his essential relations to life he was like a peddler on a country road, meeting people who came by, and getting the better of them.... their ideals are usually naive, incredibly childish, and guided with a meretricious gaudiness. Through the control of power they are able to impose these mediocre ideals upon civilization, and thus set a standard of achievement which is unworthy of the human spirit."

Fancy such sentiments in a House that prides itself on its devotion to the ideals and interests of big business!

Mr. Bird went on to show how through the co-operative efforts of the farmers they were able on the industrial plans, to work out many of the problems towards the solution of which they had failed to accomplish much by political means. He said, "The producers of Canada, for the first time in their history find themselves today, without the help of the Government, capable of organizing their economic power and able boldly to confront other organizations which so long have exploited them.... Let me warn the House that however contemptuously parliament may have treated the vanguard of this new movement it will not be able so contemptuously to treat the main body when it arrives here."

Give us fifty farmer and labor members like Bird and great changes will soon be seen in the economic and political life of Canada.

The Trade Union Foes

Psychologists and publicity men well know the value of popular figures of speech that have made statesmen and destroyed dynasties.

These forces assisted in fastening the "open shop" fraud on bewildered non-union workers. So-called "molders of public opinion" aided the trick by misrepresentation, patriotic appeals and jargon about liberty and the Constitution.

The clear reasoning of organized labor finally triumphed and the public no longer accept the "open shop." They know its purpose is to deny collective bargaining.

This has forced trade union foes to adopt a new policy. They present the company "union" with all the frenzied energy that marked their defense of the "open shop," and prior to that discredited their right to run their own business.

Now the workers are told that the company "union" is employee representation; that it is the modern substitute for trade unionism. Again is wrong concealed by an alluring term.

These terms have but one purpose—to confuse the issue of whether workers have the right to unite and select representatives to negotiate wages and work conditions.

Trade union foes dare not face this issue. If they answer "No," they run counter to the spirit of the age. If they answer "Yes," they surrender autocratic control over employees.

This they will not do. They are as determined to hold this power as when they frankly discharged workers who joined a trade union.

Thus there are three periods in the career of the trade union foe: First,

open opposition; second, the "open shop," that professed to treat unionist and non-unionist alike; third, alleged acceptance of collective bargaining by setting up a boss-controlled "union."

Let no organized worker believe the trade union foe is gradually coming to his way of thinking; that he is slowly accepting the principle of trade unionism.

This employer is more cunning than in the first and second stages, but he is as determined to maintain his autocratic control.

He merely shifts his method of attack. He is hopeful that the shadow of a principle will pass for the substance; that his "union" will check the penetration of organized labor's ideals in his plant.

This employer sees another advantage to his company "union"—it does not arouse such pronounced hostility, as did his open antagonism. His talk of employee representation has a pacifist, rather than a warlike, tone.

The trade union foe thus hopes, by smoother tactics, to maintain his opposition to collective bargaining. His new system also dispenses with costly spies in his plant. He can also escape censure by having his hand-picked "union" committee reject plans for work improvements.

Organized workers should continuously expose the ancient trick of these employers who appeal to emotion, rather than reason.

There is one infallible test that should be applied to the company "union": Does it permit workers to unite and to select their own representatives?

This question can not be answered by platitudes and phrases.

Efficient Trade Unionists

By WILLIAM GREEN, President, American Federation of Labor

The organized labor movement of the country is deeply interested in all forms of vocational education. The worker who secures educational and vocational training in a trade school becomes a most efficient worker in his trade and calling.

Trade unionists believe that efficient workers make efficient trade unionists. The cause of organized labor is advanced when the members of organized labor are known to be skilled and trained workmen. Organized labor has always appraised education at its true value. It was one of the first among organized groups to advocate compulsory school attendance and the establishment of educational facilities for children. It demanded that a full and free opportunity be afforded all children of the United States to acquire an elementary education. It has been highly successful in its efforts in this direction because the educational opportunities throughout the United States have been steadily improved and enlarged. We want to further enlarge these opportunities so that educational facilities will be placed at the disposal of every child in the remotest section of our land and so that every child will be required to attend school until it reaches the age

when it may safely engage in serviceable employment.

The value of an academic training has been fully appreciated by most people. It was the general understanding that education was based wholly upon the completion of a classical course, a knowledge of mathematics, languages history and the arts and sciences. Experience is a good teacher and it taught us that while the academic and classical courses were suited to the needs and minds of a large percentage of young people they did not meet the requirements of many students who manifested real genius along mechanical lines and showed an aptitude for vocational training.

This appreciation of discrimination in determining the educational course of the student has grown until now many local elementary schools, institutes, universities and colleges include vocational education in their educational courses. The fact that the Federal Government (of the United States) created a Board for Vocational Training and Education is most convincing evidence of the great importance which the public places upon this character of education.

BALLOT BOYCOTT

NATIONAL MENACE

"The failure of citizens to vote is a greater menace to our governmental system than violence and other crimes," said President Coolidge, in an address to the annual convention of the Daughters of the American Revolution, in Washington.

Violations of law are so apparent that they quickly arouse the moral power of the people, but shirking responsibilities of citizenship is more insidious and likely to be more devastating, said the Chief Executive.

"We live in a republic. A vital principle of that form of government is representation. More and more as our population increases it becomes necessary for the people to express their will through their duly chosen delegates. If we are to maintain the principle that governments derive their just powers from the consent of the governed, if we are to have any measure of self-government, if the voice of the people is to rule, if representatives are truly to reflect the popular will, it is altogether necessary that in each election there should be a fairly full participation by all the qualified voters."

"This is very far from being the case in recent years. Since 1880 there has been a marked increase in the tendency to remain away from the polls on the part of those entitled to vote."

The president disapproved proposals to penalize citizens who fail to vote. He said the most practical remedy for present conditions was for "all bodies of men and women interested in the welfare of this country to join together under some efficient form of organization to correct this evil which has been coming on us for more than forty years, and which, within the last decade, has become more acute."

UNION PRINTERS GAIN IN EARNINGS AND MEMBERSHIP

A statement just issued from the office of the International Typographical Union in Indianapolis, Ind., shows that the earnings of union printers of the United States and Canada increased 12.6 per cent in the 17 months beginning November 1, 1924, as compared with earnings for the 17 months preceding that date.

The total earnings of union members in the period mentioned amounted to \$231,454,789, an increase of \$25,920,953 over the period of the previous 17 months, which totaled \$205,533,836.

Wage increases for 525 local unions were negotiated since the present council took office, the statement said. The gain in membership has been 3,962. The statement directs attention to the fact that the ground lost in membership between 1920 and 1924 was not fully regained. The loss is partly accounted for by the struggle to establish the 44-hour week in the commercial printing branch. The union has carried on a strenuous union label campaign and the increase in membership has been largely due to this work, President Lynch said.

Old general prosperity serves under the Union Label.

Protection or Prohibition

"Chicago Federal judge scores prohibition authorities for 'prosecuting the poor, the friendless and the ignorant, while 'the big violators get away.'"

During the last part of April, a former Federal prohibition director for Wisconsin was indicted and arrested on a charge of conspiracy to violate the national prohibition laws. The indictment alleges that this officer approved the applications of the Plymouth Wholesale Drug Company and the Badger Wholesale Drug Company to withdraw liquor from bonded warehouses. The latter Company was headed by one Anton who is alleged to have received from the proprietor of a road-house \$5,000 for getting liquor out of bond.

This is an indication of the traffic in liquor in the United States which permits the people of means to get away with violations of the Dry Laws and encourages crime. Our neighbors would do well to study the liquor laws of the Province of Quebec and profit by our experience.

Our Readers

This department we hope may develop into the most power of all, as has been proven in the Old Country papers not only interested in labor but general newspapers. We do not necessarily agree with all that is sent in but we do believe in fairness, so bear the fair play torch and write to us. The test of a sound mind is to investigate thoroughly what most people scoff at ignorantly.

—The Canadian Government has got its immigration schemes tangled up. Officially it has just announced that only 1,200 immigrant families will be introduced under the Empire Settlement scheme this year; that number is all that could be "handled or absorbed". This is a swift shrinking of a grandiose plan on which the landlords and business interests were urging a public expenditure of \$250,000,000. The Government is obeying the voice of organized farmers who have decided that the subsidized settlement of immigrants on farms on a considerable scale would increase the difficulties of the existing farm owners. No objection is made to the government encouraging the influx of laborers who, without financial assistance, have little chance of acquiring farms of their own in a hurry. So the government will still continue to provide assisted passages. Official declarations previously have stated that only farm laborers and domestic servants would be given assisted passages. Now the Minister of immigration says his Department is helping immigrants without farming experience. Against this organized industrial workers are making energetic protest, knowing that the average Canadian farmer only employs labor a few months in the year, and that the immigrants being brought in at public expense will drift to the cities to swell the competition for jobs.

LABORITE.

Sir.—As production has been greatly increased by the machine, itself a product of labor, why should there be three shifts in 24 hours in any industry, especially as the same industry may be on short time for a portion of the year. Even capitalists who have favored three shifts in the past, because they wanted to profit by a spurt in business, now admit that it is unwise to require workers to take their rest in the daytime. So, as a reform, they favor two shifts between 5 a.m. and 11 p.m. The fact that this would condemn the persons on the second shift to a return of humanity—to banishment from the theatre, the lecture or class room, church activities, and in general the society of people living normal lives is not, of course, considered a piece of gross insolence.

WORKER.

Sir.—After a tour of Europe Shaw Desmond, the noted Irish writer, says the Fascists, are everywhere getting busy to lick the daylight out of the insolent working class. After their leaders are killed off the Iron Heel of capitalism will press harder than ever upon the neck of the workers, but being human, labor will develop spunk enough to protest. Then will come armageddon, a war between the possessors and dispossed, a war that will flame across frontiers and embrace the whole modern world, a war that will make the last capitalist war look like child's play.

That is about the most interesting news I've heard since Mackenzie King decided to carry on the government, and hang the consequences. Wars have their advantages—a regular guy can make money, and any damphool can get a job—which isn't as always easy in peace times.

Unless both capitalists and workers develop a greater understanding of the productive forces they are now mis-managing. Desmond's prophecy may very well be fulfilled. More and more lockouts and strike verge on civil war, and the ruling class no longer makes even a pretense that the public authority is an impartial arbiter. The public authority appears as the servant of the propertied classes, and police and troops are used to over-awe the workers. And the frugal soul of capitalism resents the expense of employing troops in an efficient manner, only displaying free when the workers get out of hand, and hurl bricks. It would be so much more effective and cheaper to use a few whiffs of grape shot, and then drive the workers to the job at the point of the bayonet. If you were drawing an income of \$100,000 or \$1,000,000 out of some big corporation, you would be annoyed if your stream of profits was interrupted by a strike of mere workers without proper respects for the interests of their betters.

This pretentious possibility forecast by Desmond is worth thinking about. The monstrous oppression which Mussolini, in the interest of Italian capitalism

has imposed upon the workers and small business of that country looms on the horizon of all industrial countries. In Merrie England there has been the spectacle of the capitalists mobilizing their women under the head of titled ladies in an attempt to stamper public sentiment against the wretched miners.

The only way the working class can strive off an iron-handed dictatorship of capitalists is to build up an organization so powerful that the thunderbolts of the gathering storm of capitalist wrath will make no breach in the served ranks. In so far as the workers today fail to do their utmost to strengthen their class organizations, they invite the fulfillment of Desmond's horrible prophecy, for the capitalists, angry and resentful because their system is breaking down, because it has no answer to the menacing problem of unemployment, long for a dictatorship of supermen, to prop with force their toppling system.

OLD BILL.

Sir.—H. A. Spence complains that labor don't get enough to buy back the products it creates. Well, what would be the sense of putting labor to work if it got all the product. Capitalists are not philanthropists. They know that providence helps those who help themselves. If the worker don't know that he is an ass.

Mr. Spence does not think the soul of a workman is of much account. At any rate, he is not interested in its salvation. I'll not quarrel with him on that score. I sometimes think it is a waste of time and money for the higher classes to interest themselves in the salvation of the working class. That they do so proves how kind and thoughtful they are.

It would be unkind to give the working class too much pay. They'll spend it on riotous living, and imperil their souls. Abstinence is one of the great virtues and therefore under-consumption is good for the working class; it keeps them lean and saves them from too much flesh, and its sins. Plain living is the thing for plain people, and the capitalist deserve credit for keeping the working class on that plane.

Providence would be justified in taking the control of the earth away from the capitalists if they pampered the working class. They would be faithless to their stewardship. It is only the chosen few who can stand prosperity.

BUSINESS IS BUSINESS.

Sir.—Ironically, fate selected Stanley Baldwin, the gentle pacifist, to show that the British government can easily throw aside the mask of political democracy, and stand forth as champion of British banker policy, a policy which even the organ of the Die-Hards, the National Review of London, has repeatedly denounced, claiming that the Five Big Bankers of England are mere tools of international finance. The bankers want to force, not only the miners, but all the workers of England, to accept low wages, in order that British goods may be sold cheaply abroad. They hope to recover England's former export trade—a wild dream, unless they can enforce cooie wages, because other nations have developed their industries and raised protective tariff walls.

Baldwin, recant to his own protectionist professions, obeys the whip of the bankers, the dominant power in British capitalism. And our own protectionist Star insinuates that Baldwin paid the mine owners \$100,000,000 to secure a six months' respite in which to prepare an organization to defeat labor.

If the Star wants Canadian workers to believe that a British statesman is capable of such dastardly duplicity, then it wants us to get out of the Empire. Most of us prefer to believe that Baldwin is merely a simple-minded tool of banker-ruled British capitalism—a quiescent old gentleman who has not yet realized the extent of his apostasy from his own principles.—C. M.

UNIONISM IS NOT LABORATORY FOR WILD EXPERIMENT

The trade union movement "is not a laboratory where you may experiment with different theories and plans," said Wm. Green, president of the A. F. of L., in addressing striking fur workers in New York city.

"Trade unionism," he said, "is a practical movement which holds fast to what it has secured and is going on to gain more and greater objectives."

In referring to the tendency of the younger element to often be impatient, President Green said he appreciated this impatience, but youth has not experienced the conditions under which older trade unionists had worked.

In pleading for harmony between workers, he said nothing pleased the enemies of labor better than to see "the family of labor torn by discussion and hate."

The Union Label gives women the power to deal a blow against strikes.



Here are the facts

When 3 telephone orders can be taken in the time required for one order over the counter — as has been proven — and the amount of a telephone sale averages almost a third more, as it does, can there be any doubt in your mind that the merchant who uses the telephone consistently will win out over the rival who does not?

Can you afford to overlook the rapidly increasing importance of the telephone in your business for increasing sales and reducing the cost of selling?

Be open-minded. Try it — not spasmodically, but consistently, and judge for yourself.



At the Trades & Labor Council

The moral support and, if need be, the financial assistance voted unanimously to the striking miners of Great Britain. — Items of great interest discussed by the delegates. — To receive the coming convention of the Trades and Labor Congress next September.

If one had any doubt as to the opinion of Montreal Organized Labor on the English miners' strike, it would have dissipated very rapidly in attending last Thursday's meeting of the Montreal Trades and Labor Council, president Foster in the chair, ably assisted by first vice-president Mathieu and second vice-president Drolet, who occupied the chair alternately.

As it could be expected, the main topic of the discussion was the situation in England, every one of the delegates speaking on the subject expressing their sympathy with the strikers in more or less moderate tone according to their temperament and their inclinations.

President J. T. Foster presented the following resolution which was seconded by delegate G. R. Brunet: "That the delegates to the Montreal Trades and Labor Council approve the attitude of the Executive Council of the Trades and Labor Congress of Canada, in extending moral support to the members of the British Labor Movement in their effort to maintain their standards of living and pledge themselves to cooperate in any measures that may be decided upon by the Trades Congress Executive of Canada to assist in bringing about the desired results."

President Foster pointed out that the leaders of the present movement in Britain are men who have always had the name of conservatives in the movement, and he was prepared to believe that these men had valid reasons that moved them to take such drastic steps. The strike was, he felt, "not a revolutionary movement by any means" but an attempt to prevent the lowering of the standards of living. It was a general strike, said Mr. Foster, because the workers of Great Britain felt that it was a case of "hang together or hang together" and that one final stand had to be taken upon this vital question.

Delegate Alphus Mathieu endorsed the opinion expressed by President Foster, stating that it was a question for the British workers in general to see that the miners be not forced to accept starvation wages or else their turn would come in every industry one after the other.

Delegate Spence made a very brilliant exposé of the whole situation, blaming the Baldwin government for its attitude towards the workers and expressing his strong belief of a complete victory for the government breaking the strike or the strike breaking the government, then, he said, let us hope that the strike will break the government as the strikers represent the masses and the government represents only the privileged few.

Delegates Long, Arbogast, Pagé and McCallum expressed the views that the moral support of the Trades Council was not enough but that financial assistance should go forward at once. They saw in the general strike the beginning of a revolutionary movement that would do away with capitalism all over the world; they, no doubt, expressed the views of the radical wing of the movement.

Delegate Dixon did not believe in any revolutionary movement, in his opinion the strike in England was nothing more or less than an economic struggle on the part of the workers to prevent the coming into effect of conditions under which they could not live decently. He advocated the nationalization of mines and the introduction of old age pensions as the best means of stabilizing the coal mining industry.

Alderman Joseph Schubert felt that there could be no doubt that the sympathies of labor in this country were with the workers of England. The strike is, in Mr. Schubert's opinion, a question of benefitting the workers and not a question of a social revolution. The workers, he said, desired to have a greater control of their destinies, and the issue at stake is "less royalty and more wages."

Delegate Foster, resuming the discussion, pointed out that the resolution specified that in case of financial assistance being requested, the Council would cooperate to the fullest possible extent. The resolution was then carried unanimously.

The Executive Committee presented the following report which was adopted *seriatim*:
Clause 1.—Your committee has received a letter from the Minimum Wage Board asking the Government to be represented at a meeting held April 27th, in the Government Bureau.

Your committee has decided to be represented by three members of its executive, namely: J. T. Foster, Miss F. Morin, and Jos. Pelletier.

Clause 2.—Received a letter from the Peoria Trades and Labour Assembly asking the Council to purchase five tickets at \$1.00 each for the dedication of its Labor Temple.

Owing to the present need of our Council the Committee recommend that the secretary return the tickets explaining the reasons for our refusal.

Clause 3.—Your Committee has received number of circulars and letters from the General Relief Committee for the Textile Workers that are out on strike in Passaic, N. J., asking financial assistance for to help these strikers.

As the above referred circulars and letters do not bear the seal of the Textile International Union and that these letters and circulars are headed with different titles, Your Committee authorizes the secretary to write immediately to the president of the International Textile Union to ascertain if this has been authorized or is controlled by the International Union.

Clause 4.—The Committee has received a communication from the Canadian Labor Defence League asking us to protest against the imprisonment of seven miners of Glace Bay, N. S.

Recognizing the sufferings and the privations endured by those workers, your Committee is of the opinion that we should know if the said Canadian Labor Defence League is authorized or controlled by the International Miners' Union, and the secretary is authorized to communicate with the International Miners' Union asking these informations.

Clause 5.—The Committee is informed that the Town Planning Institute is to meet, and it is agreed that Delegate W. N. Dixon be appointed to represent the Council at said meeting.

During the meeting Delegate Dixon presented a very elaborate and well prepared report of the conference.

Clause 6.—A Committee of five members is formed to take charge of all arrangements to receive the convention of the Trades and Labor Congress of Canada, which will be held in Montreal next September. The committee is composed of Delegates Gus. France, Alph. Mathieu, G. R. Brunet, H. A. Spence and J. T. Foster.

Chairman M. E. Alarie informed the members of the Labor Day Committee to attend a meeting of said committee to be held on Sunday next, at 10 a.m., at 3 Craig Street East.

CO-OPERATIVE GARAGES AND ANTI-UNION SHOPS

The National Automobile Chamber of Commerce of New York calls on all affiliates to oppose the International Association of Machinists' campaign to organize mechanics and service station workers. The workers declare they will start co-operative garages.

The chamber announces that the matter was issued at "our membership meeting," and that it was the unanimous opinion, "very positively expressed," that the anti-union shop must be maintained.

The reasons are the ancient Citizens' Alliance cry of limitation of output and that every man be paid in proportion to his ability. Union shop conditions, the chamber says, "would be inimical to the public, to the dealer, to the manufacturer and to the workmen alike."

Automobile manufacturers are urged to advise distributors that any change from the anti-union shop will not be considered a friendly act. The distributors are thus told that they can not run their business as they see fit.

The Chrysler automobile management supplements the chamber's declaration with a direct appeal to its distributors and dealers to continue on the anti-union shop basis.

P. J. Conlon, acting president of the International Association of Machinists, has forwarded copies of an anti-union declaration by the National Automobile Chamber of Commerce to officers of all locals. He suggests that machinists start co-operative garages where they have been locked out when they exercised their right to organize.

"I would also suggest," said Mr. Conlon, "that you point out to our members that this National Automobile Chamber of Commerce is an organization of automobile men who reserve for themselves the right to dictate not only the price at which automobiles shall be sold, but the repair price and conditions of employment as well."

"Co-operative garages is the most potent means of bringing the garage owners to a sense of the economic power which is in the hands of automobile mechanics, and after all the most lasting."

WELCOME TO THE DELEGATES

The Amalgamated Clothing Workers of America will hold their convention on Monday next, at the Mount Royal Hotel, where it is expected a large number of delegates to attend.

The "Labor World" wishes them success with the hope that their deliberations will be of great benefit to the Clothing Workers in particular and to the labor movement in general.

Free workers will not need bosses to tell them how to do their own work.—The *Equitist*.

As the Worker sees his World

Summary and Digest of Important Events of the Week, Here and Abroad.

—Nicholas Murray Butler, president of Columbia University, urges repeal of dry law and 18th amendment on ground they violate United States Constitution.

—Senator Frazier of North Dakota offers amendment to United States Constitution making war illegal and abolishing army and navy.

—San Francisco police judge urges "tar and feathers" for strikebreakers and men who import them.

—International Association of Machinists opens big organization drive with slogan of "Every member get a new member during May."

—Passaic textile mill strikers vote to retain Albert Weisbord, their Communist leader, to appear before any committee that may be named to mediate strike.

—Attack on American labor features address by Zinovieff, chairman of the Communist Internationale, before Moscow Communist conference.

—Miner is rescued alive after ten hour imprisonment in mine at Iron City, Mich., kept alive by air pumped into cavity where he was entombed.

—Retail price of food has been declining since last November, United States Department of Labor reports.

—No attempt made to bar Eugene V. Debs when he returns from vacation spent in Bermuda.

—Flag of Soviet Russia flies with 62 others at Shakespeare celebration at Stratford-in-Avon.

—The farmer is entitled to more than the bare necessities of life. Our farmers should be given the same consideration that other lines of business are given; for their prosperity all is dependent upon the industry of the farmers of the country.—Representative Swank of Oklahoma.

—Jones & Laughlin Light Corporation announces development of light type of structural steel that can be used in dwellings as heavier beams are used in skyscrapers; new product hailed as important step in building.

—United Garment Workers of America win struggle to extend union conditions to 1,500 workers in Montreal.

—Succeeders from the Commercial Telegraphers' Union of America will not be recognized by the Canadian National Telegraph System. The management has informed officers of the union that the contract between them will be observed.

—The next international Trade Union Congress of the International Federation of Trade Unions will be held in Paris, August 15 to 20, 1927.

—The Winnipeg Carpenters' Union has negotiated a wage increase of 15 cents per hour, making the wage \$1 per hour. The agreement is for one year and also calls for the payment of wages in cash every week. Calgary carpenters are negotiating a new scale.

"Our supreme need today is a new birth of moral and intellectual power, of spiritual vision, of practical common sense which shall found a new and support this mighty complex structure of our modern industrial civilization, so that in and by means of it all men may give and receive justice and live together in peace."—Representative Eaton of New Jersey.

A pension system for its aged members has been adopted by Electrical Workers' Union No. 134 of Chicago. Members must belong to No. 134 for 15 years, and be affiliated with the Brotherhood of Electrical Workers 20 years before entitled to a pension of \$50 a month after the age of 65 years. For five years prior to 65, or when a member reaches the age of 60, he will be permitted to work for a wage scale which is agreed to by the member, the employer and the union. It is believed that this is the first time in the history of the Chicago trade union movement that a local union has launched an old-age pension plan.

"In America, public sentiment is on the side of those who have access to the means of reaching the public ear. Heretofore, in all labor disputes, the workers have never been in a position to put their side of the case before the American people. Organized labor does not ask anything for itself that will not be of benefit to the public."—Representative Cross of Minnesota.

—Accidents at coal mines during March caused the death of 169 employees, according to reports furnished by State mine inspectors to the Bureau of Mines, United States Department of Commerce. There were 132 fatalities in the bituminous mines and 37 in the anthracite mines. Fatality rates per million tons of coal produced were 2.86 and 4.21, respectively with 3.08 for the industry as a whole. An explosion March 8 at Eeles, West Virginia, caused the death of 19 men. This accident brings the total of major disasters to 7 in 1926, causing the death of 190 men. For the same period in 1925 there were 3 major disasters, killing 91 men.

—Though all the winds of doctrine were let loose to play upon the earth, so Truth be in the field, we do gloriously, by licensing and prohibiting, to mislead her strength. Let her and Falsehood grapple; who ever knew Truth put to the worse in a free and open encounter?—JOHN MILTON.

LOW WEEK-END FARES

The Canadian Pacific Railway has announced that from May 1, tickets will be issued over the week-ends at reduced rates. These rates will apply on trains leaving from 12.00 noon or later on Friday, and all day Saturday and Sunday during the Summer months, until October 31. Return limit is the following Monday. Week-end tickets are good on trains from Montreal, Westmount, Montreal West, and Mile End to a number of points. For information as to rates, schedules, etc., apply to any Canadian Pacific Railway Ticket Agent, or F. C. Lydon, City Passenger Agent, 143 St. James St., phone Harbour 4211.

Child Management

By Dr. D. A. THOM
Making obedience easy

If a habit of obedience is to be built up, first of all study your child. Know what he thinks and how he reacts. Give few well-thought-out commands and see that they are fulfilled; a command worth giving is worth carrying out. Avoid over-correction and an autocratic manner; children are as quick to resent domination as adults. Gain the child's attention, then make the directions clear and simple and, if possible, explain the reason for the request. The child who has learned by experience to expect only reasonable requests will be prepared to act in an emergency when immediate response may be a vital matter.

Gain the child's interest, show him the value of the desired action, be interested in his accomplishment and in the outcome.

Make requests positive instead of negative—"Do" rather than "Do not." Give a suggestion which will draw the child's interest away from the forbidden act and focus it on something else.

Consider promises carefully before making them. Once they are made keep them or explain the reason for failure to do so. Do not break trust.

Be consistent; have one set of rules. Do not allow at one time what is forbidden at another. In this way the child will know what to expect.

Be generous with praise and appreciation of effort. Too often children receive attention only when they disobey. Let them learn to obey because the request is reasonable and because compliance brings pleasure and approbation, rather than for material reward.

Above all things expect obedience. Don't let the child feel that you are uncertain as to his response or that you are sure he will disobey. Everyone likes to live up to what is expected of him—particularly the child. He may as easily live up to your pride and confidence in him as to his reputation of being the most undisciplined little scamp in the neighborhood.

FAULTY MANAGEMENT MEANS LOW WAGES

By HON. JAMES J. DAVIS
United States Secretary of Labor

No industries should exist in America that do not reward its earners with a wage sufficient to maintain the American standard. It is not a question of law. It is a question of wise, fair and competent management.

The American worker is so willing and trained to work and to earn that only poor management or shortsightedness in the office can stand in the way of a good wage.—(Speech before annual convention of the Amalgamated Association of Iron, Steel and Tin Workers.)

AT THE PLAYHOUSES

AT THE PALACE
Undoubtedly one of the Rex Beach best efforts, "The Barrier," a gripping tale of the Alaskan gold rush, in which are introduced many stirring episodes in the struggle for masculine superiority, during the lawless days of Klondike, will be seen on the screen at the Palace theatre next week.

"The Barrier" includes a real-life fight between Lionel Barrymore and Norman Kerry, in which a woman's honor and name are avenged; a complete Alaskan village, complete with location, with a population of 300 white, Indian and Eskimo trappers and fishers; a brilliant and dramatic scene, "The Barrier" is exhibited at the Palace theatre, 410 St. Catherine St., Montreal.

It is exceptional, it includes Lionel Barrymore, Norman Kerry, Marceline Day, and Prince Nevis. The picture tells the dramatic story of a baby girl, who is rescued from her brutal father, an American ship captain, trading in the Alaskan waters, by a Khudy seaman, when her mother, a full-blooded Indian woman, dies aboard the ship. She is brought up in ignorance of her half-Indian heritage, and does not learn of it until the eve of her marriage to an American army officer. She determines to live with him and returns to her father from whose brutality she is once more rescued, this time by the lover, whose loyalty finally persuades her to marry him.

AT THE IMPERIAL
Dr. Rockwell, at the Imperial next week, has penances for all ills. He has a theory that laughter is a cure for most ailments, and by liberally dispensing smiles, pills and laugh liquids and every other sort of non-provoking medicines, he expects to cure the world. Whether he succeeds or not is a matter of opinion, but it is a great deal jollier and brighter. The Unspiced Little Aristocrats of Danceland, Madras and Dixie, are having a daily revue of gavotte, polka, tango and waltz. It is a combination of beautiful music, song, and light and tasteful costumes—a whimsical and original, and customary loud and noisy dancing acts of the era. Ann Suter, the girl with the Southern personality, has enough pep and vigor vivacity and animation to supply Virginia and several other places besides. Oliver, soprano, has a very fine musical act. "A Vandeille Entree," the latest hit of the Loew's, sets a swift pace for comedy and song. Completing the vaudeville portion of the bill will be the new Casting Campbells in a fast moving acrobatic act. Harold Bell Wright's fine adventure romance, "The Mine With The Iron Door," is the photoplay presentation for the Loew's. It is a story of a young man, Dorothy MacKall, Mary Carr, Raymond Halton, Mitchell Lewis, Creighton Hale and Robert W. Frazer.

AT THE LOEW'S
When an Irishman goes to a city—where could be more natural than that he should join the police force—and being a cowboy with his own beloved pony in tow, what else more consistent than that he try for the money of the police. That is just what Tom Mix does in "My Own Pal," the latest production in which he is starred, which comes to Loew's Theatre on Sunday. This thrilling story, full of action and human interest, is adapted from a story by Gerald Beaumont, and is exactly suited to the gallant western star. The hero is a whimsical Irishman, ready to fight at the drop of a hat, and willing to dare almost everything to prove his point. Lovely Little Olive Borden is cast in the leading feminine role in the Little Virginia. Marshall appears as Jill, Tom's pal. Others in the cast are Tom Santschi, Tom McGuire, Helen Lynch, Barbara Bard and Jacques Rolland.

For the feature stage attraction the Management have secured Billy Taylor who is the comic-median of "China Rose" assisted by Billie Taylor, Irene Hayden and the Van Joyce Sisters, in a miniature musical comedy version "Mysticism". Polly & Co. will offer "Somebody's" by William K. Wells, a prominent vaudeville writer. "Say it with Dancing" is the title of the offering to be presented by Lou Lockett & Peggy Page, assisted by Ruby Ward at piano. As the title implies, there is a daily musical and dancing act. Vale & Crane are billed as "Scintillating Songsters," while Phesay & Powell will offer "Mirthful Moments," and the World's Greatest Lady Juggler, Miss Selma Brantz will positively delight the audience in a Class of Her Own. In addition there will be shown on the screen an Al. St. John comedy, Pathe News, with a novel setting by Edmund Sainsbury's Symphonies.

The Union Label is a two-edged sword—it cuts the business of the unfair employer and increases the strength of his competitor, the fair employer.

HARMONY OF HELP IN INDUSTRY

Always Something Good at LOEW'S

The Union-Right-Through Million Dollar Playhouse

IMPERIAL THEATRE

Keith's high class vaudeville and pictures of the usual high class NO CHANGE IN PRICES

PALACE

St. Catherine W. Opposite Victoria St. Le plus beau théâtre de la ville

Le Monde Ouvrier-The LaborWorld

Rédigé en collaboration The Official Bilingual Mouthpiece of the Province of Quebec Organized Workers Member of the International Labor Press

A. PRINCE

Marchand-Tailleur AZARIE CARON, coupeur 440 Ontario Est. Tél. Est 2815 F

Le Monde Ouvrier-The LaborWorld

Rédigé en collaboration The Official Bilingual Mouthpiece of the Province of Quebec Organized Workers Member of the International Labor Press

Le port-parole des ouvriers organisés de la Province de Québec

Membre de la Presse Internationale Ouvrière d'Amérique

A LOW COST ALL EXPENSE TOUR ACROSS CANADA

A low-cost personally conducted Tour Across-Canada by special train via the Canadian National Railways leaving Montreal July 8th and returning on July 31st.

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

Sous le contrôle du Gouvernement de la Province de Québec

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

Francis Payette, Sous-intendant Entrée des hommes: 8, rue St-Jacques. Entrée des femmes: 61 Notre-Dame est.

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

Heures de bureau: 9 am. à 5 p.m. Tél.: Dépt. des femmes: Main 8138. Tél.: Dépt. des hommes: Main 2211

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

Nous plaçons gratuitement, les hommes, femmes et jeunes gens. Nous de frons du travail aux Journaliers e Ouvriers appartenant à tous les corp de métiers.

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

Minard's is the enemy of all rheumatic troubles. Rub it in thoroughly and often.

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

It eases the pain, supple the joints, puts new life into the tissues. Rub it in

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

MINARD'S "KING OF PAIN" LINIMENT

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

DEMANDEZ LA BIÈRE POPULAIRE

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

ASK FOR THE POPULAR BEER

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

MOLSON

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

Brassée à Montréal depuis 139 ANS

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

Brewed in Montreal since 139 YEARS

THE NATURAL LAW OF CO-OPERATION IS PROGRESS

The following representative business houses are sympathetic with Labor and are interested in the welfare of not only their own help but of workers generally. They believe in THE LABOR WORLD and are assisting its policies of cordial relationship between Employer and Employee.

The Steel Company of Canada, Limited

Steel Products of Every Description

DOMINION BRIDGE CO. Limited

Head Office & Works at LACHINE, P. Q. Branch Works: TORONTO, OTTAWA, WINNIPEG

HALLS TO LET

For Labor Meetings Apply to JOS. LAURIER 415 Ontario East Tel. Walnut 5070W. Tel. East 3578

SOUTHERN CANADA POWER CO., LTD.

CORSTINE BUILDING MONTREAL

SIMMONS, LIMITED

Bedding Specialists 400 St. Ambroise Street MONTREAL

Northern Electric

Plant and General Offices MONTREAL, P. Q.

SUPERIOR COURT

DAME MARY STELLA FOSTER, wife common as to property of Franklyn Singleton Blair, Agent, of the City of Outremont, in the District of Montreal, duly authorized,

SUPERIOR COURT

An action in separation as to property was instituted in this case on April 7th, 1926.

SUPERIOR COURT

JOHN MacNAUGHTON, Attorney for Plaintiff.

SUPERIOR COURT

17-18-19-20-21

SUPERIOR COURT

17-18-19

SUPERIOR COURT

17-18-19

SUPERIOR COURT

17-18-19

SUPERIOR COURT

17-18-19

SUPERIOR COURT

17-18-19

SUPERIOR COURT

17-18-19

SUPERIOR COURT

17-18-19

SUPERIOR COURT

17-18-19

SUPERIOR COURT

17-18-19

SUPERIOR COURT

17-18-19

SUPERIOR COURT

17-18-19

SUPERIOR COURT

17-18-19

Wear SPRING-STEP Rubber Heels

DUAL SERVICE MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER CONS.

Power Building, 83 Craig Street West Main 4010

DUAL SERVICE MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER CONS.

2575 St. Catherine East, near LaSalle

DUAL SERVICE MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER CONS.

4507 Papineau Avenue, near Mt. Royal

DUAL SERVICE MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER CONS.

4062 St. Denis Street, near Duth St.

DUAL SERVICE MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER CONS.

5145 Park Ave., near Laurier, Tel. 7309

DUAL SERVICE MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER CONS.

5622 Sherbrooke W., N.D.G. Val. 0106

DUAL SERVICE MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER CONS.

4156 Wellington, Verdun, York 1000

A GREAT CANADIAN INDUSTRY

Operating 17 mills Employing 10,000 people

THE DOMINION TEXTILE CO. LIMITED

Montreal — Toronto — Winnipeg

Canadian Car & Foundry Co. Limited

Passenger, Freight and General Service Cars for Steam and Electric Railways.

ALGOMA STEEL CORPORATION Limited

SAULT STE. MARIE, CANADA

ALGOMA STEEL CORPORATION Limited

Cable Address "Algostel" Code used: WESTERN UNION

THE THOS. DAVIDSON Manufacturing Co., Limited

Established 1859 Manufacturers of Premier Quality Enamelled & Sheet Metal Ware

THE THOS. DAVIDSON Manufacturing Co., Limited

MONTREAL Toronto, Winnipeg, Vancouver, Calgary.

LAPORTE, MARTIN LIMITEE

EPICIERS EN GROS 584 rue Saint-Paul Ouest

LAPORTE, MARTIN LIMITEE

Tél. Main 3706 MONTREAL

P. LYALL & SONS CONSTRUCTION CO., LIMITED

General Contractors 701 Transportation Bldg., Montreal

P. LYALL & SONS CONSTRUCTION CO., LIMITED

William Lyall, Pres. & Man. Director

FURNITURE AND HOUSE FURNISHINGS

In all branches is our specialty, with 25 years experience. Our idea always has been that square dealings make lasting friends. Our credit terms most liberal. Try us.

Metropolitan House Furnishing Co., Limited

32 Notre Dame Street W., Montreal

UNITED SHOE MACHINERY CO. OF CANADA, LIMITED

MONTREAL QUEBEC TORONTO KITCHENER

UNITED SHOE MACHINERY CO. OF CANADA, LIMITED

Steel Products of Every Description From ore to finished product —all within the Empire.

UNITED SHOE MACHINERY CO. OF CANADA, LIMITED

BRITISH EMPIRE STEEL Corporation, Ltd. Canada Cement Building, Montreal

UNITED SHOE MACHINERY CO. OF CANADA, LIMITED

HOWARD SMITH PAPER MILLS, LIMITED

UNITED SHOE MACHINERY CO. OF CANADA, LIMITED

Makers in Canada of High Grade Papers

UNITED SHOE MACHINERY CO. OF CANADA, LIMITED

Head Office 138 McGill Street MONTREAL

UNITED SHOE MACHINERY CO. OF CANADA, LIMITED

ANGLIN NORCROSS LIMITED

UNITED SHOE MACHINERY CO. OF CANADA, LIMITED

General Contractors 65 Victoria Street, Head Office

UNITED SHOE MACHINERY CO. OF CANADA, LIMITED

Large employers of labor the year round.

UNITED SHOE MACHINERY CO. OF CANADA, LIMITED

IMPER